

ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2023_407

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 09 novembre 2023 par laquelle l'entreprise GLENAT RENOVATION, 86 rue Sablières de la Condamine, 38160 SAINT-ROMANS, représentée par Monsieur Mathias MONIER, sollicite l'autorisation d'effectuer des travaux de restauration du blason sur l'Hôtel de Ville et d'installer une nacelle au droit du N°21 place d'Armes à compter du 14 novembre 2023 pour une période de 15 jours,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la route,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

CONSIDERANT que pour permettre l'exécution des travaux au droit du N°21 place d'Armes, assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 – Autorisation : Du 14 au 28 novembre 2023, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public au droit du N°21 place d'Armes, afin d'effectuer des travaux comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants. Le bénéficiaire devra utiliser des protections pour éviter que les patins de sa nacelle ne marquent le revêtement du trottoir devant la Mairie.

Article 2 - Restriction de circulation et de stationnement : Du 14 au 28 novembre 2023, le stationnement et la circulation seront temporairement réglementés au droit du N°21 place d'Armes, dans les conditions définies ci-après.

- Le bénéficiaire est autorisé à empiéter sur la chaussée côté Avenue du Collège, en conservant une largeur permettant le maintien de la circulation à sens unique de la rue.
- L'arrêt et le stationnement des véhicules autres que ceux du bénéficiaire seront interdits dans l'enceinte du chantier.
- Une place de stationnement de la Place d'Armes (la première devant la Mairie), sera réservée pour le bénéficiaire qui pourra y stationner un véhicule de chantier de 3,5 tonnes.
- La circulation piétonne sera interdite dans l'emprise de voirie et une déviation sera mise en place pour dévier les piétons sur le trottoir opposé autant que nécessaire.
- L'accès piéton à la Mairie côté Place d'Armes sera maintenu. Celui de l'Avenue du Collège pour les personnes à mobilité réduite se fera par la rampe côté Champ de Mars.
- La vitesse dans l'emprise et à proximité de l'emprise de voirie sera limitée à 30 km/h.
- L'accès aux propriétés riveraines et aux services de secours sera maintenu.

Article 3 - Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. Elle est consentie en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale uniquement du 14 au 28 novembre 2023. En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4 - Formalités d'urbanisme : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Article 5 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Marcellin. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 6 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 9 novembre 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

La Cheffe de service Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY

